

# QUESTIONS NATIONALES



**Centre Africain des Recherches  
et Etudes Stratégiques**

**ACRESS**

PREMIER NUMÉRO

OCTOBRE (2024)

**LE CAIRE - EGYPTE**



Le Centre Africain des Recherches et Etudes Stratégiques (ACRESS)

# Élections présidentielles du 7 septembre 2024 en Algérie : Analyse des résultats et défis



**Par : Dr. Zawi Rabah**

Professeur de sciences politiques, Université Akli  
Mohand Oulhadj de Bouira, Algérie.

**Citation:** Dr. Zawi Rabah, **Élections présidentielles du 7 septembre 2024 en Algérie : Analyse des résultats et défis**, Questions nationales (Caire : Le Centre Africain des Recherches et Etudes Stratégiques «ACRESS», Premier numéro, octobre 2024)

Droits d'auteur réservés au Centre Africain des Recherches et Etudes Stratégiques(ACRESS), Le Caire- Egypte.

Traduit par: M/ Ibrahima Keita

Téléphone: + (202) 20216630 - + (2) 01002353487

E-mail: [info@acress.org](mailto:info@acress.org)

Site web: [www.acress.org](http://www.acress.org)

## Introduction :

Les élections du 7 septembre 2024 en Algérie se sont déroulées dans un contexte politique et social complexe. En effet, le président Abdelmadjid Tebboune a cherché à réaliser des réformes ambitieuses tout au long de son premier mandat (2019-2024). D'une part, ces réformes ont mis l'accent sur le renforcement des institutions constitutionnelles et d'autre part, sur l'amélioration des relations entre les pouvoirs exécutifs, législatif et judiciaire. En outre, la lutte contre la corruption a été une priorité essentielle de son programme. De plus, le président a soutenu l'engagement des jeunes dans la vie politique, une initiative visant à renforcer leur rôle dans le processus de décision.

Le mandat du président Abdelmadjid Tebboune a également été marqué par des contacts directs avec la société civile et les médias. En effet, il a effectué des visites sur le terrain pour interagir avec les citoyens. Ces efforts s'inscrivaient dans une stratégie plus large visant à améliorer l'image de l'Algérie au niveau régional et international, notamment à travers une politique étrangère transparente.

Sur le plan économique, l'Algérie a enregistré une croissance notable, avec un produit intérieur brut (PIB) atteignant 260 milliards de dollars en 2023, et des prévisions indiquant qu'il pourrait atteindre 400 milliards de dollars d'ici 2027. Cette croissance est en grande partie due aux réformes entreprises dans les secteurs agricole et minier, qui ont permis l'exploitation des ressources naturelles et le développement des infrastructures. En outre, cette stratégie a inclus le renforcement de l'indépendance économique, notamment par la réduction de la dépendance aux importations et la

promotion de la production locale. Enfin, les restrictions sur les partenariats étrangers en matière d'investissement ont été levées, ouvrant ainsi la voie à des investissements internationaux en Algérie.

Sur le plan politique, l'Algérie a appelé à des élections présidentielles anticipées, une décision rendue possible par la Constitution. Cette invitation est intervenue dans un contexte marqué par des défis internes et externes, nécessitant des positions fortes et fermes pour faire face aux menaces régionales et internationales. Le processus de préparation des élections a inclus un examen approfondi du corps électoral, avec une augmentation du nombre d'électeurs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Toutefois une baisse de la participation des jeunes a été observée, ce qui reflète les défis rencontrés pour les inclure dans le processus politique. Les élections ont également été marquées par une compétition entre Tebboune et d'autres candidats, tels qu'Abdelaali Hassani Cherif du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) et Youcef Aouchiche du Front des Forces Socialistes (FFS).

Chaque candidat a présenté son programme électoral, avec des visions distinctes pour le développement de l'Algérie dans les domaines politique, économique et social. Les résultats des élections ont abouti à une large victoire pour le président Abdelmadjid Tebboune. Toutefois, ces résultats ont été contestés par les autres candidats, qui ont dénoncé un éventuel trucage des résultats. Après une révision par la Cour constitutionnelle, les résultats finaux ont confirmé que le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune avait bien obtenu la majorité absolue. Ces élections reflètent les transformations politiques et économiques

en Algérie, tout en mettant en évidence les défis persistants pour mettre en œuvre des réformes complètes et accroître la participation des jeunes. Dans ce contexte, la vision du président Abdelmadjid Tebboune pour la période à venir se concentre sur l'achèvement des réformes, le renforcement de la stabilité et du développement, tout en maintenant le rôle de leadership de l'Algérie dans la région.

Le présent article de recherche aborde le processus électoral en Algérie, les différentes étapes qu'il a traversées, ainsi que les principaux défis auxquels devra faire face le président élu lors de son mandat à venir.

**Il est structuré autour de plusieurs axes, à savoir :**

- Les raisons de la convocation des élections présidentielles anticipées,
- La préparation des élections,
- Les campagnes électorales et les programmes des candidats à la présidence, avec les points de divergence et de convergence majeurs,
- Une analyse des résultats des élections et des principaux indicateurs,
- Les défis qui attendent le président Abdelmadjid Tebboune lors de son second mandat.

Chaque axe est traité en détail dans la version arabe, et certains points clés doivent également être mentionnés dans chaque section pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et sociaux de la période post-électorale.

**Premier axe : L'appel anticipé aux élections**

**Plusieurs justifications ont été avancées à cet égard, les plus importantes étant :**

- La compétence d'appeler à des élections présidentielles anticipées incombe au président de la République, conformément à

l'alinéa 11 de l'article 91 de la Constitution algérienne, qui lui confère explicitement ce pouvoir.

- Les changements géopolitiques et sécuritaires dans la région ont également joué un rôle déterminant dans cette décision, en particulier face aux conflits et tensions internationales et régionales actuels. Ainsi, les menaces extérieures sont réelles et pressantes. Étant donné que les enjeux internationaux priment sur les préoccupations nationales, il est essentiel de limiter ces menaces dès le début pour anticiper toute évolution défavorable.

**Deuxième axe : La préparation des élections présidentielles**

**Les autorités algériennes ont mené une révision exceptionnelle du corps électoral (révision et vérification des listes électorales), qui s'est déroulée du 12 au 27 juin 2024. À l'issue de cette période, les chiffres suivants ont été enregistrés après les opérations de suppression et d'ajout :**

- Nombre d'électeurs à l'intérieur de l'Algérie : 23 486 061 électeurs, avec une augmentation de 481 106 nouveaux inscrits.
- Nombre d'électeurs à l'étranger (communauté algérienne résidant à l'étranger) : 865 490 électeurs, avec une augmentation de 16 639 nouveaux inscrits.
- Le nombre total d'électeurs ayant le droit de voter après la révision exceptionnelle est estimé à : 24 351 551 électeurs.

Concernant la répartition selon le sexe et l'âge, la composition du corps électoral à l'intérieur de l'Algérie est de 53 % d'hommes contre 47 % de femmes. La majorité des électeurs se trouve dans la tranche d'âge des plus de 40 ans, représentant 64 % du total.

La tendance est similaire pour le corps électoral à l'extérieur du pays, où les hommes représentent 55 % et la tranche

d'âge des plus de 40 ans dépasse les 84,57 %. Cela démontre un manque d'intérêt de la part des jeunes (moins de 40 ans) pour l'inscription sur les listes électorales, ce qui pourrait expliquer le taux élevé d'abstention observé lors des élections.

À la fin de la période légale pour la collecte et la soumission des signatures, le président algérien Abdelmadjid Tebboune est arrivé en tête pour le nombre de signatures collectées dans un délai record, ne dépassant pas une semaine. Il a été suivi par Abdelali Hassani Cherif, président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), en deuxième position, tandis que Youcef Aouchiche du Front des Forces socialistes (FFS), le plus ancien parti d'opposition du pays, a occupé la troisième place.

**Le 31 juillet 2024, la cour a publié la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle, qui a retenu trois candidats seulement : Youcef Aouchiche, représentant le Parti des Forces Socialistes, Abdelmadjid Tebboune, candidat indépendant, et Abdelali Hassani Cherif, du Mouvement de la Société pour la Paix.**

### Troisième axe : Les campagnes et programmes électoraux des candidats à la présidence

En se basant sur les programmes électoraux des trois candidats, plusieurs points communs émergent, notamment en matière de réformes politiques et économiques. Tous les candidats mettent l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens et le renforcement de la protection sociale. Un autre point de convergence concerne le développement du secteur éducatif, où tous s'accordent sur l'importance d'améliorer l'éducation et la recherche scientifique, bien que chacun propose des approches et des mécanismes différents,

mais convergents.

Une question majeure, sur laquelle il existe un large consensus, concerne le renforcement du rôle international de l'Algérie. Tous les candidats s'accordent sur la nécessité de consolider la position de l'Algérie à l'international et de développer ses capacités de défense par diverses mesures. Cela inclut le maintien de l'approche actuelle face aux crises, l'adoption d'une stratégie offensive pour renforcer la place du pays, ou encore l'investissement dans les secteurs vitaux pour l'Algérie. Enfin, tous soulignent l'importance de lutter contre la corruption et de promouvoir la transparence.

D'un autre côté, plusieurs divergences apparaissent entre ces programmes. Concernant leur vision du système politique, le candidat du Front des Forces Socialistes propose un système semi-présidentiel parlementaire, tandis que les autres n'envisagent pas de changement radical.

Sur le plan économique, Abdelmadjid Tebboune met l'accent sur l'augmentation de la production locale et la réduction des importations, tandis qu'Abdelali Hassani Cherif privilégie un modèle économique social indépendant. Youcef Aouchiche, quant à lui, se concentre sur la diversification de l'économie. En matière de politique sociale, Youcef Aouchiche propose des mesures spécifiques, telles que l'augmentation des salaires et la suppression de certaines taxes, tandis que les autres candidats privilégient une amélioration générale des conditions de vie des citoyens.

Concernant les questions culturelles, le candidat du Mouvement de la Société pour la Paix met l'accent sur le rôle de la mosquée, tandis que celui du Front des Forces Socialistes insiste sur la promotion de la langue berbère.

Un autre aspect qui n'a pas été abordé par Youcef Aouchiche ou Abdelali Hassani Cherif est la question de la transformation digitale. Cependant, le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune a, quant à lui, particulièrement mis l'accent sur la numérisation et l'intégration des technologies de l'information dans différents secteurs de l'État.

#### Quatrième axe : Analyse des résultats de l'élection présidentielle en Algérie et principaux indicateurs :

#### Les résultats finaux de l'élection présidentielle qui s'est tenue le 7 septembre 2024 sont les suivants :

- Le nombre total d'électeurs inscrits, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, s'élevait à 24 351 551 électeurs.
- Le nombre total de votants a atteint 11 226 065 électeurs, soit un taux de participation global de 46,10 %.
- Le nombre de votes nuls (invalidés) s'élevait à 1 764 637 voix, contre 9 461 428 votes valides.

Par conséquent, la majorité absolue était fixée à un total de 4 730 715 voix pour le candidat vainqueur.

#### En ce qui concerne le nombre de voix obtenues par chaque candidat, les résultats étaient les suivants :

- M. Abdelmadjid Tebboune a obtenu 7 976 291 voix, soit 84,30 % des suffrages.
- M. Abdelali Hassani Cherif a recueilli 904 642 voix, représentant 9,56 % des suffrages.
- M. Youcef Aouchiche a obtenu 580 495 voix, soit 6,14 % des suffrages.

**Tableau n° 1 : Comparaison entre les élections de 2019 et celles de 2024**

Élément	Élections de 2019	Élections de 2024
Nombre total de votants	9 755 340	11 226 065
Taux de participation (%)	39,88 %	46,10 %
Bulletins nuls (invalidés)	1 244 925	1 764 428
Majorité absolue	4 255 209	4 730 715
Pourcentage obtenu par le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune du total des votants	58,13 %	84,30 %

**Source :** Élaboré par le chercheur sur la base des données officielles publiées dans le Journal Officiel contenant les résultats définitifs des élections.

Le tableau ci-dessus révèle une augmentation du nombre total de votants en 2024, qui atteint 11 millions, contre 9 millions en 2019. Cependant, un élément mérite une attention particulière : le nombre de votes invalidés, qui a grimpé de 1 244 925 en 2019 à 1 764 428 en 2024. **Ce chiffre correspond à un taux de 15,71 % des votants en 2024, un taux élevé qui soulève des questions importantes. Il est essentiel d'analyser les causes de cette hausse et d'examiner les facteurs sous-jacents pour mieux comprendre cette évolution.**



## Cinquième axe : Le deuxième mandat du président Tebboune – Opportunités et défis

Bien que le président Abdelmadjid Tebboune ait remporté une large victoire lors des dernières élections, il se retrouve face à d'importants défis, tant sur le plan intérieur qu'international, durant son second mandat. Conscient de ces enjeux, il a déclaré dans son discours d'investiture : «Au cours du deuxième mandat – dans les conditions qui nous le permettront – nous engagerons des contacts intensifs et des consultations avec toutes les forces vives du pays, qu'elles soient politiques, économiques ou jeunes, pour ouvrir un dialogue national. L'objectif est de planifier ensemble la trajectoire de notre pays vers une véritable démocratie, loin des simples slogans.»

**Sur le plan intérieur**, la dépendance continue du pays aux revenus issus de l'exportation de l'énergie pourrait entraîner un déséquilibre des recettes publiques et une baisse des investissements publics si les prix de l'énergie, comme prévu, venaient à chuter. Cela affecterait également la politique sociale et les allocations gouvernementales pour les régions moins développées et les catégories les plus vulnérables.

De plus, son engagement à créer 450 000 emplois pour les jeunes et à augmenter le nombre de nouvelles entreprises de 8 000 à 20 000 à la fin de son mandat, ainsi qu'à doubler le nombre d'entrepreneurs individuels, reste un objectif ambitieux qui nécessite des réformes économiques supplémentaires, un soutien accru aux start-ups, et une réduction de la bureaucratie entravant sa réalisation, sans oublier les défis du succès de la transformation numérique dans un environnement qui nécessite davantage d'ouverture.

Le président algérien fait également face à

un autre défi majeur, celui d'augmenter le volume des investissements en Algérie, en s'appuyant sur la stabilité, la confiance et les capacités financières du pays. L'objectif est de lancer près de 9 000 nouveaux projets d'investissement, ce qui augmenterait le taux de croissance à 4 %, créerait des emplois et générerait de la richesse.

Cependant, ces ambitions s'inscrivent dans un processus de diversification de l'économie et de réduction de la dépendance aux recettes des exportations d'énergie. Si ce modèle persiste, cela pourrait entraîner un déséquilibre des recettes publiques et une baisse des investissements si les prix du pétrole et du gaz venaient à chuter.

**Sur le plan extérieur**, le président fait face à plusieurs défis, notamment en ce qui concerne les alliances internationales. Un exemple significatif est l'absence d'adhésion de l'Algérie au groupe des BRICS en 2023, malgré l'approbation officielle de son adhésion à la Nouvelle Banque de Développement (NDB) des BRICS en août dernier.

En outre, l'insécurité persistante dans les pays voisins, tels que la Libye et les pays du Sahel africain, constitue un défi majeur. Les relations avec la France et les pays de l'Union européenne demeurent tendus et politiquement froids, malgré les intérêts économiques communs entre les deux parties.

Contrairement aux attentes, l'Algérie n'a pas joué de rôle significatif dans la guerre d'extermination en cours contre les Palestiniens depuis octobre 2023, à l'exception de ses déclarations lors de sa présidence non permanente du Conseil de sécurité. Néanmoins, la région maghrébine reste au cœur des priorités du président pour son nouveau mandat, avec l'objectif de renforcer les relations avec la Tunisie et la Mauritanie, tout en soutenant une solution politique pour la Libye.

**Par ailleurs, la situation sécuritaire dans la région du Sahel africain représente l'un des plus grands défis à venir pour le président Abdelmadjid Tebboune.**

Un rapport récent du Centre africain d'études stratégiques, publié en juillet 2024, met en lumière l'escalade des attaques des groupes islamistes radicaux en Afrique de l'Ouest, confirmant ainsi les préoccupations de longue date concernant l'extension de la violence extrémiste dans la région.

En effet, la violence s'est étendue jusqu'au Bénin, qui a été le plus touché, avec un nombre de morts ayant doublé (atteignant 173 décès) en 2023. De même, le Togo a connu une recrudescence des actes violents perpétrés par des groupes extrémistes, enregistrant 69 morts durant la même période.

Les zones frontalières du Ghana, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Sénégal et de la Mauritanie sont sous pression croissante de la part de groupes armés, qui cherchent à exacerber les tensions au sein et entre les communautés locales pour étendre leur influence.

**Dans ce contexte, l'Algérie, avec ses vastes frontières avec les pays du Sahel, accélère ses efforts pour apaiser la situation et contrer la menace des groupes terroristes, compte tenu de l'impact de ces violences sur sa propre sécurité, ainsi que de l'extension de l'influence de puissances internationales telles que la France, la Russie, les États-Unis et la Chine.**

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a d'ailleurs mis en garde contre le risque de transformation du Sahel en un nouveau foyer du terrorisme, notamment en raison de la facilité avec laquelle ce phénomène peut être alimenté par la criminalité transnationale, telle que le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains. Il a souligné que l'Algérie s'engage résolument sur la

voie du refus de l'ingérence étrangère, de la promotion du dialogue interne et du maintien de l'unité territoriale et de l'harmonie nationale des États.

Maintenir une politique étrangère cohérente représente également un défi majeur pour le président Abdelmadjid Tebboune. Son premier mandat a été marqué par une intensification de l'activité diplomatique, particulièrement en Afrique du Nord et dans le Maghreb, mettant ainsi fin à une période de retrait sur la scène internationale.

Depuis son élection en décembre 2019, le président algérien a lancé une nouvelle dynamique diplomatique visant à contrer la polarisation internationale, notamment à la suite de la guerre russo-ukrainienne. L'Algérie mise sur une 'diplomatie des principes' et une vision stratégique cherchant à tirer parti de la situation internationale actuelle, tout en cherchant à jouer un rôle de médiation, un rôle reconnu depuis l'indépendance de l'Algérie.

Il est donc probable que le président Tebboune continue d'accorder une priorité absolue à la question du Sahara occidental, sur laquelle il réaffirme régulièrement la position ferme de l'Algérie. Comme il l'a précisé à plusieurs reprises : 'Nous ne renoncrons jamais à la cause sahraouie, quelle qu'en soit l'ampleur, car elle est une question de principe pour nous.' Cette position s'inscrit dans les principes immuables de la diplomatie algérienne, qui considère le Sahara occidental comme la dernière colonie en Afrique.

**Concernant les relations avec ses voisins du Maghreb, la phase à venir marque un tournant dans les relations trilatérales entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye, avec notamment l'instauration d'un nouveau mécanisme de consultation entre ces trois pays.**



L'annonce du sommet trilatéral (Tunisie, Algérie, Libye) constitue une étape importante pour renforcer la coopération politique, économique et sécuritaire entre les nations du Maghreb. Ce mécanisme vise à répondre aux défis régionaux communs, dont les crises économiques multiformes, et nécessite une approche coordonnée. Les trois pays partagent également des priorités sécuritaires, notamment la lutte contre le terrorisme, qui reste une urgence en raison de la présence de groupes armés dans la région. Les pays se sont engagés à échanger des informations et à coordonner leurs efforts pour lutter contre ces menaces, renforçant ainsi leurs chances de succès.

En revanche, la situation est différente en ce qui concerne les relations entre **l'Algérie et le Maroc** qui ont été officiellement rompues depuis le 24 août 2021 et demeurent, à ce jour, dans cet état. Cette décision de rupture était motivée par des préoccupations algériennes qui persistent encore. Par conséquent, le scénario le plus probable pour l'avenir semble être la poursuite de cette rupture, notamment en raison de la normalisation des relations israélo-marocaines, que l'Algérie considère comme une menace directe pour sa sécurité.

**Le dossier des relations entre l'Algérie et la France** représente également un enjeu majeur qui pourrait connaître des évolutions pendant le prochain mandat du président Abdelmadjid Tebboune. Les relations entre les deux pays durant son premier mandat ont été marquées par des fluctuations, alternant entre périodes de tension et de détente, mais sans jamais franchir certaines limites que les deux parties semblent vouloir maintenir.

Cette relation est régie par des considérations communes, telles que les préoccupations de sécurité et de défense, ainsi que les

intérêts économiques, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz.

Tandis que la question du Sahara occidental demeure une priorité géostratégique pour l'Algérie, la France continue de se concentrer sur son influence traditionnelle et ses intérêts énergétiques. En conséquence, le 29 juillet 2024, la France a pris la décision de reconnaître le plan marocain d'autonomie pour le Sahara occidental. De son côté, l'Algérie a réaffirmé son soutien à la cause sahraouie, qu'elle considère comme une question de décolonisation au sein des Nations Unies. Dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, il est précisé : «Enfin, alors que les Nations Unies déploient leurs efforts pour relancer le processus de recherche d'une solution politique au conflit du Sahara occidental, la décision française contredit ces efforts, entrave leur mise en œuvre et va à l'encontre de l'intérêt supérieur de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région.»

Les divergences de positions entre les deux parties confirment que les relations franco-algériennes continueront sur la même trajectoire, tant que les conditions qui les alimentent demeureront présentes dans la période à venir. Par ailleurs, dans le contexte de la réorganisation des forces françaises dans la région du Sahel et du Sahara, de l'augmentation de l'influence russe (notamment à travers le groupe Wagner), ainsi que du renforcement de la coopération militaire et économique entre l'Algérie, la Russie, la Chine et l'Iran, toute crise future entre l'Algérie et la France, semblable à celle de 2021, pourrait dépasser le simple cadre de l'évocation des ambassadeurs.

Dans le cadre de sa présence en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période (2024-2025), l'Algérie a défini quatre priorités principales pour l'avenir.

**Les divergences de positions entre les deux parties confirment que les relations franco-algériennes continueront sur la même trajectoire, tant que les conditions qui les alimentent demeureront présentes dans la période à venir.** Par ailleurs, dans le contexte de la réorganisation des forces françaises dans la région du Sahel et du Sahara, de l'augmentation de l'influence russe (notamment à travers le groupe Wagner), ainsi que du renforcement de la coopération militaire et économique entre l'Algérie, la Russie, la Chine et l'Iran, toute crise future entre l'Algérie et la France, semblable à celle de 2021, pourrait dépasser le simple cadre de l'évocation des ambassadeurs.

Dans le cadre de sa présence en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période (2024-2025), l'Algérie a défini quatre priorités principales pour l'avenir.

La première consiste à renforcer la paix et la sécurité internationales, en poursuivant sa vision de solutions africaines aux problèmes du continent, notamment dans le domaine du maintien de la paix.

**Le deuxième axe** se concentre sur le multilatéralisme, avec un accent sur le renforcement des partenariats internationaux, notamment entre l'ONU et les organisations régionales telles que l'Union africaine, ainsi que sur le renouvellement de l'engagement envers le principe de non-alignement et son rôle dans le rééquilibrage des relations internationales.

**Le troisième axe** est l'engagement continu de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne et de la défense des droits du peuple palestinien, tout en soutenant le développement en Afrique. Enfin, le quatrième axe souligne l'importance de l'inclusion des jeunes et des femmes dans tous les efforts internationaux visant à promouvoir la paix et

la sécurité mondiales.

### **Conclusion :**

Le mandat du président Abdelmadjid Tebboune (2019-2024) a été marqué par des évolutions significatives tant sur le plan intérieur qu'extérieur, ouvrant la voie à des élections présidentielles anticipées le 7 septembre 2024. D'un côté, les efforts du président ont renforcé les fondements de l'État algérien, notamment par la révision de la Constitution, le renforcement du rôle des institutions de contrôle et de la justice, ainsi que la lutte contre la corruption et la consolidation du principe de séparation des pouvoirs. La vie politique a aussi connu une dynamique notable avec la révision de la loi électorale et l'encouragement de la participation active des jeunes dans la prise de décision.

Sur le plan économique, l'Algérie a enregistré une croissance notable, qui a eu un impact positif sur la valeur du dinar algérien. De plus, les secteurs stratégiques comme l'agriculture et l'industrie minière ont connu un essor important grâce à la promotion des investissements et à la création d'un environnement favorable à la croissance.

Sur le plan international, l'Algérie a retrouvé son rôle d'acteur majeur dans les enjeux régionaux et mondiaux, en se basant sur ses principes immuables de soutien aux causes justes et aux peuples opprimés.

Cependant, malgré ces avancées, l'Algérie doit encore relever plusieurs défis, principalement la dépendance excessive aux revenus du pétrole et du gaz, ainsi qu'un taux de chômage élevé, notamment chez les jeunes. En outre, la question des libertés individuelles et collectives demeure un domaine nécessitant des efforts supplémentaires pour garantir le respect des droits de l'homme et leur mise en œuvre concrète.

Droits d'auteur réservés au Centre Africain des Recherches et Etudes Stratégiques(ACRESS), Le  
Caire- Egypte.  
Téléphone: + (202) 20216630 - + (2) 01002353487  
E-mail: [info@acress.org](mailto:info@acress.org)  
Site web: [www.acress.org](http://www.acress.org)